

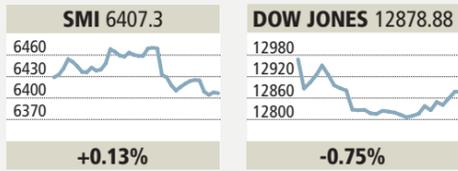
L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

LES FEMMES DANS LE TOP MANAGEMENT

L'impact positif de la mixité depuis 2008 PAGE 8

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



REPRISE DE CHEVRON DANS LES CARAÏBES

Nouveau réseau pour Puma Energy

PAGE 7

L'ANCIEN CEO DE BANK OF CHINA (SUISSE)
Retour dans la finance au Liban

PAGE 4

REPRISE DE KBL À GENÈVE FINALISÉE

Le Qatar nouveau propriétaire

PAGE 5

BAISSE GÉNÉRALISÉE DES REVENUS D'UBS
Au-delà de la perte Facebook

PAGE 5

SWISSQUOTE DÉCEVANT SUR SIX MOIS
Le pari d'une ouverture sur l'UE

PAGE 4

PRESSION SUR LE TITRE ACINO

Doute visible sur les génériques

PAGE 7

LES EFFETS DU PRIVATE EQUITY

Influence positive sur l'emploi

PAGE 8

RAPPEL: RYTHME ESTIVAL DE PARUTION
Prochaine édition mercredi

Solution intégrée en trade finance



PAUL COHEN-DUMANI. Le CEO de MIT à Lausanne cherche à profiler davantage l'entreprise dans le secteur du trade finance à l'international.

L'intégration des systèmes au sein de Natixis se poursuit pour Micro Informatique & Technologies (MIT) à Lausanne. Depuis le développement du logiciel TRAC, créé en partenariat avec la Banque cantonale de Genève, MIT bénéficie de deux nouvelles références: un établissement bancaire au Luxembourg et le français Natixis, qui a intégré le système de MIT dans le monde entier. Le logiciel a été implémenté dans les succursales européennes du groupe financier en une année. D'ici fin 2012, les filiales à Singapour – qui sont connectées à d'autres succursales en Asie – auront aussi accompli leur migration. Puis, dans un troisième temps, Natixis New York entamera le même processus. «Notre visibilité prend de l'ampleur. Nous sommes en train d'évaluer la pertinence liée à l'adaptation de notre outil TRAC pour les sociétés de trading de matières premières. Notre système pourrait constituer une «solution miroir» à celle que nous proposons actuellement pour les acteurs purement bancaires», souligne Paul Cohen-Dumani. Le CEO table sur un atout: le fait d'être l'un des seuls fournisseurs au monde à disposer à la fois d'une solution back-office et d'une solution middle/front. Les deux logiciels sont parfaitement indépendants, mais peuvent également être proposés sous forme de solution intégrée. ■

Les promesses renouvelées à défaut d'action immédiate

BCE. Les taux directeurs restent inchangés et la stratégie ciblera la portion court terme de la courbe des taux.

NICOLETTE DE JONCAIRE

Le discours du président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi ne laisse place à aucune ambiguïté: «Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour préserver l'euro et sa stabilité» et d'ajouter «inutile de parier sur la disparition de l'euro. Il est irréversible». Le Conseil des gouverneurs de la BCE s'est accordé «à l'unanimité moins un» sur des règles de gouvernance et la banque centrale se déclare prête à de nouvelles mesures exceptionnelles contre la crise y compris à intervenir sur le marché obligataire. Mais derrière ces mots forts, transparait une politique, somme toute

classique. Quant aux détails de son implémentation, il va falloir attendre les travaux des commissions.

Comme son homologue, la Fed, la BCE ne s'est pas engagée. Les taux directeurs restent inchangés et la stratégie ciblera la portion à court terme de la courbe des taux. Les achats d'obligation souveraines restent, bien entendu, à l'ordre du jour mais sans précision ni sur les pays concernés, ni sur les objectifs de taux, ni sur les montants à mettre en jeu. Aux gouvernements d'exprimer leurs besoins. Avec toutefois une nuance d'importance: pas de limite a priori sur les montants qui seront décidés au cas par cas pour s'assurer que



MARIO DRAGHI. Le président n'a donné aucune précision sur l'implémentation d'éventuelles mesures.

les objectifs sont atteints. Pas un chèque en blanc mais presque. A condition que les oppositions ne fassent échouer chaque intervention. Mario Draghi n'a donné aucune réponse sur la séniorité des obligations, ni sur leur stérilisa-

tion. Chaque point sera discuté et défini en temps utile. Les taux négatifs sur les dépôts ne sont pas non plus à l'agenda.

Le président de la BCE a rendu hommage aux pays de la zone pour les progrès réalisés en termes de consolidation fiscale – entre 2009 et 2011, le rapport de dette au PIB a baissé de 2 à 3%. Il s'est aussi félicité des réformes en cours pour assouplir le marché du travail et diminuer le coût unitaire de la main d'œuvre afin d'améliorer la compétitivité. Dans les deux cas, il reconnaît qu'il reste beaucoup à faire mais déplore les envolées des taux d'emprunt de l'Espagne et de l'Italie, en dépit des efforts déployés. **PAGES 21 ET 22**

ÉDITORIAL LEVI-SERGIO MUTEMBA

La Chine décidée à remplacer le dollar

Nul ne connaît la forme que prendra la devise internationale qui remplacera le dollar en tant que principale monnaie de réserve. Mais tout indique que les manœuvres visant à matérialiser ce projet se multiplient. Discrètement, certes, mais sûrement. Les signaux proviennent surtout de Chine. Mardi, le Bureau d'Etat pour l'administration des réserves de changes, le SAFE, en charge de l'allocation des réserves forex pour le compte de la Banque centrale, a publié une baisse significative des réserves de changes libellées en dollars au deuxième trimestre. Au bénéfice des obligations australiennes (emprunts municipaux ou «muni bonds»).

Interrogés depuis Sydney sur les raisons d'une telle évolution, les responsables de la Banque centrale chinoise ont dit rechercher une alternative au Treasuries, générant de trop faibles rendements

lorsqu'ils ne sont pas carrément négatifs en termes réels. Ce qui peut être interprété comme une manière diplomatique d'exprimer la perte de confiance dans une devise légitimée avant-tout par un rapport de force géopolitique.

Cette statistique isolée ne fait aucun sens si on la dissocie du regain d'intérêt des Chinois (comme, du reste, des Russes) pour les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI. Le discours du gouverneur de la Banque du Peuple Chinois, en mars 2009, plaidant pour une diversification des actifs de réserve est jusqu'à ce jour extrêmement commenté. Une diversification qui se ferait nécessairement au détriment du dollar. Puis, en avril 2011, les ministres des finances et banquiers centraux du G20 ont convenu de travailler à un processus d'élargissement du DTS incluant la monnaie chinoise dans le panier, sous certaines conditions, aux côtés des

quatre autres références (dollar, livre sterling, yen et euro).

Six mois plus tard, en octobre dernier, Zhang Tao, directeur du Département international de la Banque populaire de Chine, a à nouveau émis le souhait de voir le FMI publier des réglementations plus détaillées concernant les DTS. L'ex président du FMI, Dominique Strauss-Kahn, était un fervent partisan de cette inclusion et, avant ses démêlés judiciaires, avait initié des études de viabilité sur la création d'une monnaie internationale gérée par le FMI, similaire au Bancor imaginé par Keynes. La volatilité du panier par rapport au renminbi serait mécaniquement réduite et la Banque centrale chinoise pourrait être incitée à se porter volontaire pour échanger ses dollars contre des DTS, engendrant une diversification en douceur des réserves chinoises. ■

Le mauvais rêve californien

La crise financière impacte toujours d'avantage les collectivités publiques locales.

MICHAEL J. BOSKIN*

Alors que de nombreuses économies sont affectées par les difficultés budgétaires des gouvernements centraux, une crise parallèle est en train de gagner tout autour du monde les organes gouvernementaux au niveau local. De l'Espagne à la Chine, en passant par les États-Unis et l'Italie, ces subdivisions administratives – régions, Etats, provinces, villes – se heurtent à des défis budgétaires colossaux. Tandis que les plus hauts niveaux de l'Etat se débattent dans le «pétrin» du sauvetage de gouvernements locaux insolubles, et pourraient même souffrir

de révisions à la baisse des obligations, en Espagne, en Italie, et en Chine, ce fardeau pèse sur le gouvernement national, et, pour les villes US, sur leur Etat.

Il existe des similitudes, au sein des pays et entre les pays, quant à la nature et aux causes de ces situations budgétaires locales désastreuses. Les responsables locaux ont utilisé les revenus croissants des périodes fastes pour financer des projets secondaires ou gonfler les charges salariales et sociales, sans considération des coûts à venir. Une fois la récession apparue, les recettes et les subventions issues du gouvernement central se sont effondrées et le moment de payer l'addition est arrivé. Un certain nombre d'astuces comptables inventives ont permis de masquer pendant un temps l'ampleur du problème. Désormais, il s'agit de rendre des comptes.

Afin de financer les activités locales, les administrations locales chinoises recourent à des instruments financiers locaux (ou LGFV, pour local-government financing vehicles) dans le but de contourner les interdictions relatives aux emprunts directs. En Espagne, l'effondrement du logement et de l'emploi a lourdement affecté le revenu. Les rumeurs d'un défaut de paiement imminent se répandent à travers la Sicile, dont le gouverneur a démissionné devant la

montée en flèche des emprunts à la suite des réductions budgétaires entreprises à Rome. Un récent rapport rendu par un groupe de travail co-présidé par l'ancien président de la Fed, Paul Volcker, révèle que les coûts non financés des retraites et de la santé ne laissent entrevoir à de nombreux États américains que des perspectives budgétaires à moyen et long terme bien sombres. **SUITE PAGE 2**

* Stanford et Hoover Institution

LINDEGGER
OPTIQUE
maîtres opticiens

Genève www.lindegger-optic.ch

